

Fête de l'Europe, le 9 mai 2018

Cotonou, Résidence UE

- Je voudrais commencer ce discours par remercier chacun d'entre vous pour votre présence ici ce soir pour célébrer ensemble la Journée de l'Europe au Bénin.
- Le 9 mai 1950 à Paris, au Quai d'Orsay, dans le salon de l'Horloge, le ministre français des affaires étrangères, Robert Schuman fait une déclaration qui - et pour une fois il ne s'agit pas d'un cliché ! - visait explicitement à changer le cours de l'Histoire; et qui le changea.
- Car ce que proposait Robert Schuman ce jour-là dans sa déclaration que nous fêtons aujourd'hui, c'était de faire l'histoire différemment. Il proposait de mettre définitivement fin à la guerre, non pas par une énième conférence de paix, non pas par une entente entre élites, non pas par une paix armée d'Etat, mais par une autre manière de vivre ensemble à l'international, à l'europpéenne. Il disait dans sa déclaration fondatrice, et je cite ses mots visionnaires :

... "L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre. L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. »

- Ce fut en effet le chemin : de la gestion conjointe par les pays fondateurs des industries du charbon et de l'acier, industries indispensables à la guerre, jusqu'à un marché unique aujourd'hui de 28 pays et 500 millions de personnes où les hommes, les biens, les services et les capitaux circulent librement, où des millions de jeunes européens ont fait une partie de leurs études dans un autre pays que le leur, où un citoyen peut s'établir dans un autre pays que le sien, y travailler, y prendre sa retraite, y voter aux élections communales et même s'y faire élire. Une Union dans laquelle 19 pays partagent une monnaie commune et où 22 font partie de l'espace Schengen permettant aux citoyens de voyager librement, sans passeport ni contrôle aux frontières; frontières d'ailleurs qui sont maintenant souvent quasiment invisibles.

- Cette Union est loin d'être parfaite, elle connaît des difficultés, des tensions, elle a aussi des adversaires. Si elle a bâti sa construction sur des réalisations concrètes, sa visée a toujours été politique. Comme l'a dit celui qui est peut-être le plus grand de nos Pères Fondateurs et certainement le génie inspirateur du projet européen, Jean Monnet, et je le cite :

« Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes. »

- L'Union européenne est un ensemble politique. Ceux qui ont compris ou prétendu comprendre qu'il s'agissait d'un projet économique ou d'une zone de libre-échange, se sont trompés et continuent à se tromper. Elle est politique, et à cet égard, si l'Union connaît un succès d'ensemble indéniable, malgré des échecs et aussi parfois de la désaffection populaire, il faut aujourd'hui souligner qu'elle reste aussi et toujours un combat.
- Car elle est aussi un combat contre ce que Jean Monnet détestait le plus et ce qu'il appelait « l'esprit de domination ». En Europe même évidemment, mais aussi au-delà, et je voudrais le souligner ici, dans les relations internationales en général. L'Union européenne reste un défenseur inébranlable de l'approche multilatérale, un soutien indéfectible des Nations Unies et un avocat de tout instant d'un ordre international fondé sur le droit, le respect des règles et des normes, sur la négociation, et non pas sur la force. Au lieu d'exalter une rivalité de grandes puissances, l'Union est profondément sceptique à l'égard de toute vision de domination et d'imposition. Ce qui n'exclut ni volonté ni ambition, mais amène à toujours privilégier sans honte ni fausse peur de paraître faible, la recherche du consensus.
- A un moment où l'ordre international est ébranlé, où l'idée d'une communauté internationale est de nouveau contestée, où la loi du plus fort est de nouveau exaltée, où les droits de l'homme universels sont de nouveau davantage mis en question, et où l'autoritarisme est parfois décrit comme une solution aux problèmes de la démocratie, le message de l'Union reste le même, inflexible sur ce point fondamental: Nous croyons au droit, aux droits de l'homme, et à la démocratie.
- Nous croyons au partenariat international, et notamment au partenariat avec l'Afrique. L'Union Africaine a fait ces dernières années des progrès remarquables et remarqués. Une relation de continent à continent se dessine

avec clarté. Cette relation encadrera et accompagnera certainement de plus en plus les nombreuses relations bilatérales à tout niveau. Le Sommet d'Abidjan entre l'Union européenne et l'Union Africaine de novembre dernier a porté sur un enjeu central : aider à créer l'emploi pour la jeunesse africaine sur le continent jeune qu'est l'Afrique. Voilà un défi qui nous engage tous. Le plan d'action qui est en négociation suite à ce sommet sera une feuille de route pour l'avenir.

- L'Union mettra également de nouveaux fonds à disposition à travers son Plan d'Investissement Externe Européen, par exemple dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture, deux domaines dans lesquels nous sommes déjà très présents au Bénin à travers notre coopération traditionnelle. Si cette dernière reste un pilier solide que nous devons utiliser pour atteindre les objectifs de développement, il est clairement temps d'aller vers un partenariat davantage fondé sur l'investissement et le commerce, axé sur les bonnes politiques et les ressources propres de chaque pays. Le succès économique de l'Afrique est dans l'intérêt fondamental de l'Europe. Les projets de coopération peuvent être utiles mais les bonnes politiques sont déterminantes.
- Pour ce qui est de la relation entre l'Union européenne et le Bénin, il convient surtout de souligner qu'elle est ancienne, de grande qualité, et basée sur la confiance. L'Union européenne aime rappeler qu'elle et ses Etats Membres sont de loin le plus important donateur d'aide au développement et d'aide humanitaire au monde, et c'est vrai. Mais comme j'ai dit, ce n'est pas forcément l'argent qui compte le plus mais les bonnes politiques, non pas les bonnes paroles mais les réformes vraiment engagées pour améliorer la vie des citoyens.
- C'est pour cela que je voudrais souligner que le Fonds Européen de Développement auquel contribuent tous les Etats membres et qui est géré par l'Union, a surtout pour vocation au Bénin d'accompagner les réformes. La plus grande partie de notre assistance vise effectivement l'accompagnement des réformes dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de la gouvernance, pour améliorer notamment la transparence, la protection de l'investissement et le climat des affaires. Les sommes sont importantes, de l'ordre de 244 milliards de Francs CFA pour la période 2014-2020, soit environ 35 milliards de Francs CFA par an en moyenne. Mais plus important encore est le soutien, par cette coopération, aux réformes, difficiles et

courageuses, que le pays met en œuvre, et dont l'aboutissement sera la vraie clé de réussite. Nous, l'Union européenne, souhaitons ardemment la réussite du Bénin.

- Vous m'avez écouté avec patience pendant longtemps et il est plus que temps que je vous rende la politesse en terminant mon discours. Je ne saurais pourtant conclure sans exprimer un dernier souhait : que nous construisions, dans les années à venir, une relation plus large avec le Bénin, une relation qui intègre mieux les dimensions politiques des relations entre l'Afrique et l'Europe. Je pense notamment à la dimension régionale, et le rôle historiquement important du Bénin au sein de la CEDEAO et de l'Union africaine; à la question de l'intégration économique régionale et le rôle que pourrait jouer, à cet égard, l'accord de partenariat économique entre l'Union et ses partenaires africains. Je pense également à la paix, et au rôle éminent du Bénin dans le soutien à ses voisins, notamment dans le Sahel. Je pense encore à la sécurité de manière plus générale, à la lutte contre toute radicalisation, au combat contre les trafics illicites de toute sorte. Ce sont des enjeux importants pour lesquels j'espère que nous approfondirons, dans les années à venir, notre dialogue, nos échanges, et notre collaboration.
- Pour conclure, M. Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la législation, avant votre discours, permettez-moi de vous demander de bien vouloir transmettre nos meilleurs vœux au Président de la République, Son Excellence Patrice Talon.
- Mesdames et Messieurs, chers invités: Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une excellente soirée.